



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

incendie de l'école de Chanteloup-les-Vignes

Question au Gouvernement n° 763

Texte de la question

INCENDIE DE L'ÉCOLE DE CHANTELOUP-LES-VIGNES

M. le président. La parole est à Mme Michèle de Vaucouleurs, pour le groupe du Mouvement démocrate et apparentés.

Mme Michèle de Vaucouleurs. Monsieur le Premier ministre, dans la nuit de samedi à dimanche, un incendie criminel a dévasté une partie des locaux d'une école maternelle de Chanteloup-les-Vignes, dans les Yvelines, les rendant inaccessibles pour de longues semaines, voire plusieurs mois, aux quatre-vingt-trois enfants de cette école. M. le ministre de la cohésion des territoires, Jacques Mézard, est actuellement sur place pour constater les dégâts et affirmer le soutien de l'État face à cette épreuve.

Pour la maire de cette ville, ce nouveau coup dur, avec les incertitudes qui pèsent sur les mobiles de cet acte, la gestion complexe qu'il implique pour assurer la scolarisation des enfants et les conséquences financières prévisibles, n'est pas loin d'être la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

Il y a une semaine, Stéphane Gatignon démissionnait de son mandat de maire de la ville de Sevran, dont il était le premier magistrat depuis dix-sept ans. Il dénonçait pêle-mêle un exécutif coupé des réalités sociales, un gouvernement de techniciens, une administration pléthorique et la charge écrasante qui pèse sur les épaules des maires. Il appelait de ses vœux une action politique exigeante en faveur des banlieues, qui doivent prendre toute leur place dans la construction d'une société ouverte, voulue par notre président. À la suite de l'appel de Grigny à l'automne dernier, les élus et le monde associatif se sont constitués en groupe de travail et ont formulé des propositions concrètes qui sont non pas de nouvelles usines à gaz, mais des solutions qui partent du terrain.

Comme le dit Marc Vuillemot, le président de l'Association des maires Ville et Banlieue de France, « les choix que fera M. Macron pour les sites populaires fragiles constituent l'ultime voie pour que se rétablisse – ou pas – la confiance entre plus d'un dixième du peuple de France et la nation républicaine ».

Monsieur le Premier ministre, dans l'attente des mesures qui seront mises en œuvre pour réintégrer pleinement nos banlieues dans le pacte républicain d'une France qui gagne, quelles raisons d'espérer pouvez-vous donner à nos maires, à nos associations et aux habitants de nos quartiers prioritaires urbains et de nos bourgs ruraux fragiles ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes MODEM et LaREM, ainsi que sur quelques bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de la cohésion des territoires.

M. Julien Denormandie, secrétaire d'État auprès du ministre de la cohésion des territoires. Madame la députée, si la piste criminelle est confirmée, l'acte qui s'est produit dans la nuit de samedi à dimanche à

Chanteloup-les-Vignes est un acte odieux, un acte inqualifiable, un acte intolérable.

S'en prendre à une école de la République, c'est s'en prendre à notre jeunesse, c'est s'en prendre à notre culture, c'est s'en prendre à la République française tout entière, et cela est absolument intolérable.

Mme Émilie Bonnivard. Alors, qu'est-ce qu'on fait ?

M. Julien Denormandie, secrétaire d'État. Vous l'avez dit, le Gouvernement est pleinement mobilisé pour apporter son soutien aux citoyens de Chanteloup-les-Vignes et à leur maire, Catherine Arenou. Au moment où je vous parle, Jacques Mézard est sur place, aux côtés des citoyens, au côté de la maire, pour trouver des solutions afin d'améliorer la situation.

Mais votre question est plus large et porte sur l'action du Gouvernement en faveur des quartiers. L'histoire des quartiers déborde les quartiers : c'est l'histoire de toute la République. Il est vrai que la situation est difficile, mais si nous voulons nous parler franchement, il faut reconnaître que cette situation n'est pas vieille de dix mois, mais qu'elle remonte à des décennies et qu'elle perdure. C'est la raison pour laquelle les maires et les associations sont bien souvent épuisés : malgré leurs années de combat, aucune réponse forte n'a été apportée pour les aider. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.)*

M. Jean Lassalle. En effet !

M. Julien Denormandie, secrétaire d'État. Que faisons-nous ? Depuis le début, nous nous mobilisons en faveur de l'éducation, avec le dédoublement des classes de CP dans le réseau d'éducation prioritaire renforcé – REP+. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)* Nous nous sommes mobilisés en faveur de la sécurité avec la police de sécurité du quotidien, sous l'autorité du ministre d'État, ministre de l'intérieur. Nous nous sommes mobilisés en faveur de l'emploi, et nous serons présents dans quelques jours avec Muriel Pénicaud pour signer les premiers emplois francs. Nous nous sommes mobilisés, enfin, en faveur de la rénovation urbaine, puisque cette majorité a voté le doublement des crédits de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine – ANRU.

M. François Pupponi. Cela n'a pas encore été signé !

M. Julien Denormandie, secrétaire d'État. Le Président de la République a appelé à une mobilisation nationale en faveur des quartiers et nous ne lâcherons rien pour redonner une espérance à la jeunesse de nos quartiers. C'est un engagement fort, et nous le tiendrons. Nous nous attelons à cette tâche. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)*

Données clés

Auteur : [Mme Michèle de Vaucouleurs](#)

Circonscription : Yvelines (7^e circonscription) - Mouvement Démocrate et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 763

Rubrique : Crimes, délits et contraventions

Ministère interrogé : Cohésion des territoires (M. le SE auprès du ministre)

Ministère attributaire : Cohésion des territoires (M. le SE auprès du ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [4 avril 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [4 avril 2018](#)